Numéro 149

CHAIRE DE DYNAMIQUE SOCIALE (C.D.S)

MOUVEMENTS & ENJEUX SOCIAUX

Revue Internationale des Dynamiques Sociales



WWW.MESRIDS.ORG
MARS - AVRIL 2026
KINSHASA-R.D.C

M.E.S., n°149
Mars - Avril 2026

SOMMAIRE

– Jean-Henri Lokoka Isekolo, *Construction et validation d'une échelle de mesure des pratiques documentaires des étudiants de l'enseignement supérieur et universitaire congolais*……1
– Clovis Elongama Elambo, *La protection constitutionnelle du mandat parlementaire en République Démocratique du Congo : entre garantie normative et fragilité institutionnelle*……..10
– Willy Mwana Nkwara, Patrick Mpia Weeti, *Décentralisation territoriale et développement local en RD Congo : analyse économétrique des asymétries fiscales et de leur incidence sur le bien-être provincial* ……..18
– Nkuna Beya, *Le principe de continuité du service public à l'épreuve du droit de grève en République Démocratique du Congo : vers une conciliation constitutionnelle dans le secteur de la santé*……33
– Véronique Pomo Lopaka, *Mécanismes d'application de la gratuité et leur impact sur la qualité de l'enseignement dans les écoles conventionnées catholiques de la coordination sous-provinciale de Mont-Amba*……40
– Paul Mbungu Muaka, *Interaction entre croissance économique et qualité de l'environnement en République Démocratique du Congo de 2000 à 2023*……49
– Hervé Loola Esingi, *De la problématique du principe de la hiérarchisation du ministère public face au devoir d'impartialité*……..59
– Alphonse Empa-Mposa Kentoloni, *L'impérialisme occidental en Afrique : une nécessite pour sa déconstruction*……..67
– Edouard Nosa Matumona, *Analphabétisme fonctionnel et blocage du progrès intellectuel en République Démocratique du Congo : analyse théorique et étude qualitative du cas de l'EPSP/Kinshasa* ……..79
– Daniel Mulenda Lomena Emamba, Serge Makiadi ma Kikhela, *La problématique de gestion du risque écologique sur les sites d'exploitation pétrolière : quel impact sur la rentabilité des pétroliers producteurs ?* ……...87
– Jérôme Etambalako Okito, Octave Makwala Yanukwa, *Éco-industries en République Démocratique du Congo : déterminants institutionnels, potentiel structurel et trajectoires de transition écologique*….98
– Hervé Butuna Nekanda, Guy Kwete Mwana, *L'impact des normes environnementales et urbanistiques sur les droits du concessionnaire foncier en RD Congo. Entre souveraineté domaniale, conditionnalité écologique et sécurité juridique*……..108
– Fiston Ituba, *La migration du budget des moyens vers le budget-programme en République Démocratique du Congo : analyse institutionnelle des contraintes et conditions de réussite*……..116
– Albert Kalonji Betu, *Le pouvoir de régulation du juge constitutionnel congolais : entre compétence implicite et activisme prétorien*……...123
– Patrick Kitamoyo Katanya, *De l'abolition au maintien du multipartisme en RD Congo : analyse institutionnelle et perspectives de réforme du système partisan*……..132
– Glevis Omende Kahudi, *Les fondements stratégiques du développement endogène en République Démocratique du Congo : lecture en économie politique internationale et en politiques publiques*…….139
– Willy Mwana Nkwara, Patrick Mpia Weeti, *Décentralisation, gouvernance territoriale et développement local en RD Congo : une analyse économétrique des effets conditionnels de l'autonomie fiscale sur le bien-être territorial*……..146
– Elisabeth Katanda Muamba, *De la passation des marchés publics par les dotations minières en République Démocratique du Congo : qualification juridique, régime applicable et enjeux de gouvernance* ……160

– Lopez Malongo Ndonzuao, *La gestion rationnelle des conflits électoraux face aux « vérités des urnes » en droit positif congolais*……...169

– Justin Besako Beyoyi, *La protection du travailleur dans la conclusion et la démonstration du contrat de travail en droit congolais : analyse critique du visa de l'Office National de l'Emploi et perspectives de réforme*……177

– Macaire Mundia Kalunga, *Lacunes structurelles et stratégies juridiques face au conflit transfrontalier entre la RD Congo et la république d'Angola relatif à la pollution des rivières Kasaï et Tshikapa*……...184

– Lauraine Biselele Bakambila, Albert Kalonji Betu, *Le contentieux fiscal juridictionnel de recouvrement à l'initiative du contribuable en droit positif congolais : analyse normative, incertitudes juridictionnelles et enjeux d'État de droit fiscal*……..192

– Martin Nkoy Akodi, Justin Besako Beyoyi, *Le procès équitable dans le contentieux des résultats électoraux en République Démocratique du Congo : entre consécration normative et fragilités institutionnelles.* ……202

– Jérôme Tshitambwe Tshileo, *Zones vertes de la république démocratique du Congo et migration pastorale des éleveurs mbororo. Analyse prospective d'une nouvelle menace à venir*……..209

– Jacques Fatu Muzesa, Sylvain Shomba Kinyamba, *Solidarité intergénérationnelle et exploitation des personnes âgées à Kinshasa. Perceptions sociales et logiques locales dans les communes de Kinseso et Lemba*……..218

– Josué Wembi Low'okedi, Roger Mbuyu Kimpesa Kasulo, Naolie Tshibuaya Tshibangu, *Le droit d'accès à la justice des peuples autochtones pygmées en milieux forestiers : comment réduire les inégalités ?* ……227

– Godefroid Misenga Milabyo, André José Bandaba Ngabo, *Décentralisation financière et développement économique locale en RDC : analyse empirique en données de panel (2018-2023)*…….236

– Norbert Musanga Amisi, Hervé Matunguna Kwilu, Olivier Tombe Tombe, *L'enseignant congolais face aux défis de l'éducation. Cas des enseignants de la sous-province éducationnelle de Limete 2*……..247

– Valéry Olamba Ondjo, Jean-Pierre Kayumba Shembo, *Perceptions des inspecteurs itinérants et efficacité de l'encadrement pédagogique en milieu provincial congolais : analyse empirique dans la Sous-Division Lodja 1 (Province du Sankuru)* ……255

– Hugues Kwete, Augustin Kitangi, Alex Mbantshi, *hiérarchisation des modes de financement des entreprises de sécurité privée en RD Congo. Evidence empirique de la ville de Kinshasa (2021–2024)*...264

– Patricia Imongo Namwi, Joël Bunduki Kambulu, *Gestion du changement comme vecteur d'innovation dans la fonction publique : enjeux et contraint*……277

– Serge Pelo Mbozo, *L'evolution du droit international au regard des conflits Israel-Palestine et Rwanda-RD Congo*…….....284

– Erlin Lokato Baku, Anne Kapinga Kalonji, Joël Kabeya Nsaka, *La gestion des déchets plastiques : défis environnementaux et solutions durables*……290

– Eugénie Dinkembi Dimbueni, *Reconnaissance culturelle africaine : approche anthropologique de la contribution du Mandombe et de Kimbagula au développement endogène en RD Congo*…….....298

– Freddy Clever Lubala Kasumbi, Aloise Mapela Masudi, Zacky Madilo, *Les effets de l'inclusion financière digitale sur la croissance économique en République Démocratique du Congo (2017–2024)*.305

– Hervé Masaki Mamvuaka, Ruth Luboya Kalubi, Logas Lowenga Koyamondja, *L'adéquation formation-emploi en RD Congo : analyse du décalage entre les compétences universitaires et les besoins des secteurs financier et télécommunication*……315

– Hugues Ngamika Mukumubi, *La caducité de l'ordonnance de référé-suspension en cas d'irrecevabilité de l'action principale en droit administratif. Analyse jurisprudentielle congolaise et approche comparée France–RDC*……...320

– Jean-Pie Farcy Sakasangu Kamonga, *La performance financière levier de la bonne gouvernance des entreprises publiques en RD. Congo : analyse comparative de trois sociétés d'État (2019–2021)*……...328

– Sophie Tshibola Mulumba, *Les Petites et Moyennes Entreprises (PME) comme levier du développement de la ville de Kinshasa : analyse de leur contribution et de leurs défis structurels*……...336
– Sandra Sassy Mbeti, *Structure financière et gestion du cycle d'exploitation : une analyse des entreprises publiques en RD Congo*……...347
– Moise Mulumba Mutamba, Gloria Mbenza Luamba, Bachelard Kasangila Kembo, *Force familiale chez les parents d'enfants présentant une déficience intellectuelle à Kinshasa : effets de la variable sexe et la confession religieuse*……358
– Yves Bibombe Kadima, *Le sens de l'article 120 de la loi n°16/027 du 15 octobre 2016 portant organisation, compétence et fonctionnement des juridictions de l'ordre administratif en RDC*……..363
– Crispin Mabula Muaripambu, Muanza Kabangu Muanyinay, Jonathan Enguta Mwenzi, *Implication et satisfaction au travail des candidats à la retraite des services publics congolais*……...370
– Jean-Paul Shabani, *Descriptive Analysis of English Segmental and Stressing Errors Made by EFL Learners in a Multilingual first Language Environment*……376

L'ENSEIGNANT CONGOLAIS FACE AUX DEFIS DE L'EDUCATION.

Cas des enseignants de la sous-province éducationnelle de Limete 2.

par

Norbert MUSANGA AMISI

Assistant, Faculté de Droit, Université des Martyrs du Congo
Doctorant en Sciences Juridiques

Hervé MATUNGUNA KWILU

Doctorant en Sciences de l'Education

Olivier TOMBE TOMBE

Licencié

(Tous) *Assistants, Faculté de Faculté de Psychologie et des Sciences de l'Education,*
Université de Kinshasa

Résumé

La présente étude analyse la position et le rôle de l'enseignant congolais face aux défis structurels qui affectent le système éducatif en République démocratique du Congo, à partir d'une enquête menée auprès de cinquante enseignants du secondaire dans la Sous-Province éducationnelle de Limete 2 à Kinshasa. Inscrite dans une perspective articulant théorie du capital humain, motivation professionnelle et gouvernance éducative, la recherche mobilise une méthodologie d'enquête par questionnaire combinant questions fermées et ouvertes. Les résultats révèlent une tension significative entre une forte insatisfaction salariale (86 %) et une persistance de la fierté professionnelle (58 %), ainsi qu'une perception majoritairement négative du niveau des élèves (88 % le jugent bas ou très bas). Les enseignants identifient comme principaux défis la non-motivation du personnel, l'insuffisance des ressources pédagogiques, la corruption, l'inadéquation des programmes et la faiblesse de l'implication étatique. Malgré ces contraintes, une large majorité exprime une volonté de demeurer dans la profession et d'agir comme médiateurs et acteurs de conscientisation. L'étude met ainsi en évidence que la crise éducative congolaise ne relève pas uniquement de facteurs individuels, mais d'un déficit institutionnel plus large, appelant une réforme intégrée fondée sur la revalorisation statutaire, l'amélioration de la gouvernance et la professionnalisation du corps enseignant.

Mots-clés : *enseignant congolais, gouvernance éducative, motivation professionnelle, capital humain, réforme institutionnelle.*

Abstract

This study examines the position and role of Congolese teachers in addressing the structural challenges affecting the education system in the Democratic Republic of Congo, based on a survey conducted among fifty secondary school teachers in the Limete 2 educational sub-province of Kinshasa. Grounded in human capital theory, teacher motivation frameworks, and educational governance perspectives, the research employs a survey-based methodology combining closed and open-ended questions. The findings reveal a significant tension between high levels of salary dissatisfaction (86%) and persistent professional pride (58%), alongside a predominantly negative assessment of students' academic performance (88% rated it low or very low). Respondents identify key challenges such as low teacher motivation, lack of pedagogical resources, corruption, curriculum misalignment with socio-economic realities, and weak state involvement. Despite these constraints, a substantial majority express commitment to remaining in the profession and acting as mediators and agents of awareness and reform. The study highlights that the educational crisis in the DRC cannot be reduced to individual shortcomings but reflects broader institutional weaknesses, thereby calling for comprehensive reforms focused on professional recognition, improved governance, and structural investment in the teaching profession.

Keywords : *congolese teachers; educational governance; professional motivation; human capital; institutional reform.*

INTRODUCTION

L'éducation constitue l'un des leviers stratégiques fondamentaux du développement durable des nations. Elle ne se limite pas à la transmission des connaissances, mais participe à la formation du capital humain, à la consolidation de la cohésion sociale et à la construction d'une citoyenneté responsable. Dans les pays en développement, et particulièrement en République démocratique du Congo (RDC), le système éducatif est appelé à jouer un rôle déterminant dans la reconstruction institutionnelle, la lutte contre la pauvreté et l'amélioration des perspectives socio-économiques des populations. Cependant, la qualité de ce système dépend largement de la situation professionnelle, sociale et morale de ses principaux acteurs : les enseignants.

En RDC, le système éducatif traverse depuis plusieurs décennies une crise multiforme marquée par la baisse du niveau des apprenants, l'insuffisance des infrastructures scolaires, la pénurie de matériels didactiques, la faible rémunération du personnel enseignant, ainsi que la prolifération d'établissements

privés peu contrôlés. À ces contraintes structurelles s'ajoutent des défis éthiques et institutionnels, notamment la corruption, la dévalorisation sociale du métier d'enseignant et l'inadéquation de certains programmes aux réalités socio-économiques contemporaines. Dans ce contexte, l'enseignant congolais se trouve placé au cœur d'une tension permanente entre exigences professionnelles, contraintes matérielles et responsabilités sociales.

Dès lors, il devient essentiel d'interroger la position de l'enseignant face à ces défis systémiques. Comment perçoit-il son statut et son rôle dans un environnement marqué par la précarité et les mutations éducatives ? Dans quelle mesure demeure-t-il un acteur de transformation sociale malgré les difficultés structurelles qui affectent le système éducatif ? Et quelles stratégies d'adaptation ou de résistance développe-t-il pour continuer à assurer sa mission pédagogique ?

La présente étude se propose d'analyser les défis qui affectent le système éducatif congolais à partir du point de vue des enseignants du secondaire de la Sous-Province éducationnelle de Limete 2 à Kinshasa. Elle vise à comprendre leur niveau de satisfaction professionnelle, leur perception du niveau des élèves, les principaux obstacles identifiés, ainsi que les rôles qu'ils estiment devoir jouer pour contribuer à l'amélioration du système éducatif. En mettant l'accent sur la parole des enseignants, cette recherche entend apporter une contribution empirique à la réflexion sur la gouvernance éducative et la revalorisation du métier d'enseignant en République démocratique du Congo.

I. CADRAGE THÉORIQUE RENFORCÉ

1.1. L'éducation comme capital humain et moteur de développement

Les travaux contemporains en économie de l'éducation considèrent l'école comme un investissement stratégique en capital humain (Becker, 1993 ; Hanushek & Woessmann, 2015). La qualité du système éducatif influence directement la productivité, la croissance économique et la stabilité sociale. Dans les contextes africains postcoloniaux, l'éducation est également perçue comme un instrument de reconstruction institutionnelle et de consolidation démocratique (Tikly, 2016).

Cependant, plusieurs recherches soulignent que l'expansion quantitative de la scolarisation ne garantit pas automatiquement la qualité des apprentissages (UNESCO, 2023). Le défi majeur réside dans l'amélioration de l'efficacité interne et externe des systèmes éducatifs, notamment à travers la professionnalisation et la valorisation du corps enseignant.

Dans cette perspective, l'enseignant apparaît comme un acteur clé de la performance éducative. Les analyses de Darling-Hammond (2017) démontrent que la qualité de l'enseignant constitue l'un des facteurs les plus déterminants dans la réussite scolaire des élèves, parfois davantage que les infrastructures ou les ressources matérielles.

1.2. Motivation professionnelle et satisfaction au travail des enseignants

La problématique de la motivation des enseignants peut être éclairée par les théories classiques et contemporaines de la motivation au travail. Selon la théorie bifactorielle de Herzberg (1968), les facteurs d'hygiène (rémunération, conditions de travail, sécurité professionnelle) et les facteurs de motivation (reconnaissance, accomplissement, responsabilité) influencent différemment la satisfaction professionnelle.

Dans les contextes éducatifs africains, plusieurs études récentes (Bennell & Akyeampong, 2007 ; World Bank, 2018 ; UNESCO, 2022) montrent que la faiblesse des salaires, l'irrégularité des paiements et la précarité statutaire constituent des facteurs majeurs de démotivation. Toutefois, des recherches indiquent également que l'engagement vocationnel, le sentiment d'utilité sociale et l'identité professionnelle peuvent compenser partiellement les déficits matériels (Day & Gu, 2014).

Dans le cas congolais, la coexistence d'une fierté professionnelle déclarée et d'une insatisfaction salariale importante révèle une tension entre motivation intrinsèque et contraintes extrinsèques. Cette tension mérite une analyse approfondie dans le cadre de la présente étude.

1.3. Gouvernance éducative et crise institutionnelle

Les systèmes éducatifs en Afrique subsaharienne sont souvent confrontés à des défis de gouvernance : fragmentation institutionnelle, insuffisance budgétaire, faible régulation des établissements privés, et politisation des nominations (Lewin, 2011 ; UNESCO, 2023).

La théorie institutionnelle (North, 1990) suggère que la performance d'un secteur dépend non seulement de ses règles formelles, mais également des normes informelles et des mécanismes d'incitation. Lorsque les incitations institutionnelles ne favorisent pas la performance ou la responsabilité, les acteurs développent des stratégies adaptatives, parfois informelles.

Dans le contexte congolais, la prolifération des écoles privées, la prise en charge partielle des enseignants par les parents et la présence d'antivaleurs (fraude, corruption) traduisent un affaiblissement

des mécanismes de régulation institutionnelle. Cette situation s'inscrit dans une crise plus large des systèmes publics dans les États fragiles (Brinkerhoff & Bossert, 2014).

1.4. L'enseignant comme acteur stratégique dans un système contraint

Au-delà de son rôle pédagogique, l'enseignant peut être analysé comme un acteur stratégique évoluant dans un environnement institutionnel complexe. La théorie de l'acteur stratégique (Crozier & Friedberg, 1977) met en évidence que les individus développent des marges d'autonomie et des stratégies d'adaptation face aux contraintes organisationnelles.

Dans cette perspective, l'enseignant congolais n'est pas uniquement victime des dysfonctionnements systémiques ; il est également porteur de capacités d'action, de résistance et de médiation sociale. Les résultats de l'étude suggèrent que malgré les difficultés, une majorité d'enseignants revendique un rôle actif de conscientisation et d'interpellation des autorités, ce qui traduit une forme d'agentivité professionnelle.

Cette lecture permet de dépasser une vision strictement déficitaire du système éducatif pour envisager les enseignants comme des acteurs potentiels de transformation.

L'articulation de ces approches – capital humain, motivation professionnelle, gouvernance institutionnelle et acteur stratégique – permet de proposer une lecture multidimensionnelle des défis éducatifs en RDC. La présente étude contribue ainsi :

-à documenter empiriquement la perception des enseignants dans un contexte urbain congolais ;

-à mettre en lumière la tension entre engagement professionnel et précarité structurelle ;

-à enrichir les analyses sur la gouvernance éducative dans les États fragiles.

Elle s'inscrit dans une perspective critique visant à comprendre non seulement les dysfonctionnements du système éducatif, mais aussi les dynamiques d'adaptation et de résilience des enseignants.

II. CADRE METHODOLOGIQUE DE L'ETUDE

La présente étude s'inscrit dans une approche empirique de type descriptif à visée analytique. Elle repose sur une enquête de terrain menée auprès d'enseignants du secondaire évoluant dans la Sous-Province éducationnelle de Limete 2 à Kinshasa. L'objectif était d'examiner leur perception des défis affectant le système éducatif congolais, leur niveau de satisfaction professionnelle ainsi que les rôles qu'ils estiment devoir jouer face à ces contraintes structurelles. Le choix de ce terrain s'explique par sa représentativité urbaine et par la diversité des établissements publics et privés qui y sont implantés.

L'échantillon est constitué de cinquante enseignants sélectionnés selon une méthode non probabiliste de type occasionnel, fondée sur leur disponibilité et leur accessibilité au moment de l'enquête.

La collecte des données a été réalisée au moyen d'un questionnaire comportant six questions, dont trois fermées et trois ouvertes. Les questions fermées ont permis de recueillir des données quantitatives relatives à la fierté professionnelle, à la satisfaction salariale et à l'appréciation du niveau des élèves. Les questions ouvertes ont, quant à elles, permis d'identifier les défis structurels perçus, les stratégies d'adaptation envisagées et le profil idéal de l'enseignant dans un contexte de crise éducative.

Les données quantitatives ont fait l'objet d'un traitement statistique descriptif simple (fréquences et pourcentages), permettant d'identifier les tendances dominantes. Les réponses aux questions ouvertes ont été analysées selon une démarche thématique, consistant à regrouper les idées récurrentes en catégories analytiques (défis institutionnels, pédagogiques, socio-économiques et éthiques). Cette triangulation entre données fermées et ouvertes a permis de produire une lecture intégrée des perceptions enseignantes, tout en reconnaissant les limites liées à la taille de l'échantillon et à son caractère non probabiliste.

III. RÉSULTATS DE L'ÉTUDE

Le questionnaire administré auprès de cinquante enseignants du secondaire de la Sous-Province éducationnelle de Limete 2 comportait six questions, dont trois fermées et trois ouvertes. La deuxième question comprenait une sous-question justificative. Les résultats sont présentés successivement selon les dimensions explorées : perception du métier, satisfaction salariale, appréciation du niveau des élèves, identification des défis systémiques, positionnement professionnel et définition du profil idéal de l'enseignant.

3.1. Perception identitaire du métier d'enseignant

Tableau 1 : Fierté d'exercer le métier d'enseignant

Opinions	Effectifs	%
Oui	29	58
Non	6	12
Pas du tout	15	30
Total	50	100

Les résultats indiquent que 58 % des enseignants déclarent être fiers de leur métier, tandis que 42 % expriment une absence partielle ou totale de fierté. Cette répartition met en évidence une identité professionnelle relativement préservée malgré les contraintes structurelles évoquées dans les sections précédentes.

3.2. Satisfaction salariale et conditions matérielles

Tableau II. Satisfaction à l'égard de la rémunération

Avis	Effectifs	%
Oui	7	14
Non	10	20
Pas du tout	33	66
Total	50	100

Une majorité écrasante (86 %) se déclare insatisfaite ou totalement insatisfaite de sa rémunération. Ce résultat confirme la centralité du facteur économique dans la perception des défis professionnels et constitue un indicateur majeur de vulnérabilité structurelle du corps enseignant.

3.3. Perception du niveau des élèves

Tableau III. Appréciation du niveau des élèves

Avis	Effectifs	%
Élevé	6	12
Bas	18	36
Très bas	26	52
Total	50	100

Les résultats montrent que 88 % des enseignants jugent le niveau des élèves bas ou très bas. Cette perception majoritaire constitue un signal d'alerte quant à la qualité des apprentissages et renforce l'idée d'une crise pédagogique structurelle.

3.4. Identification des défis du système éducatif

Les enseignants interrogés relèvent une pluralité de défis interconnectés, pouvant être regroupés en quatre catégories principales :

- Défis institutionnels et politiques
  - faible implication de l'État
  - abandon des responsabilités éducatives
  - prolifération incontrôlée des écoles
  - corruption et antivaleurs
- Défis pédagogiques
  - manque de manuels et matériels didactiques
  - enseignement abstrait
  - inadéquation des programmes aux réalités locales

- Défis socio-économiques
  - faible rémunération des enseignants
  - exclusion d'élèves pour raisons financières
  - non prise en compte du niveau socio-économique des familles
- Défis sociaux et culturels
  - irresponsabilité parentale
  - manque de motivation des élèves
  - absence d'un modèle éducatif adapté aux réalités congolaises

Cette catégorisation met en évidence le caractère systémique des difficultés identifiées.

3.5. Positionnement des enseignants face aux défis

Tableau IV. Position face aux défis

Position	Fréquence	%
Rester dans l'enseignement	37	74
Changer de métier	13	26
Total	50	100

Une majorité significative (74 %) exprime la volonté de demeurer dans la profession malgré les difficultés. Cette posture traduit une forme de résilience professionnelle et d'attachement vocationnel.

3.6. Rôles que les enseignants estiment devoir jouer

Tableau V. Rôles envisagés

Rôle	Fréquence	%
Conscientiser et proposer des solutions	47	94
Condamner ou dénoncer publiquement	2	4
Mobilisation contestataire	1	2
Total	50	100

La grande majorité (94 %) privilégie un rôle de médiation et de conscientisation plutôt qu'une posture conflictuelle. Les enseignants se perçoivent comme acteurs responsables du dialogue social et de la proposition de solutions.

3.7. Profil idéal de l'enseignant face aux défis

Les réponses ouvertes permettent de dégager un profil type structuré autour de trois dimensions :

- Compétence professionnelle
  - qualification académique
  - maîtrise des contenus
  - préparation rigoureuse
- Qualités éthiques
  - probité morale
  - discipline et ponctualité
  - honnêteté
- Engagement et résilience
  - esprit d'abnégation
  - patience et sens du service
  - conscience professionnelle
  - volonté de changement éducatif

Ce profil reflète une vision normative exigeante du métier, fondée sur la responsabilité morale et la persévérance.

IV. DISCUSSION THÉORIQUE APPROFONDIE

Les résultats de l'étude montrent qu'une majorité d'enseignants (58 %) demeure fière de son métier malgré une insatisfaction salariale massive (86 %). Cette tension entre attachement professionnel et précarité matérielle peut être analysée à la lumière de la théorie du capital humain (Becker, 1993).

Dans cette perspective, l'enseignant constitue un vecteur essentiel de production et de transmission des compétences nécessaires au développement économique. Hanushek et Woessmann (2015) démontrent que la qualité des apprentissages, plus que le simple taux de scolarisation, influence durablement la croissance. Dès lors, la dégradation des conditions de travail des enseignants compromet indirectement la performance macroéconomique du pays.

Cependant, l'étude révèle un paradoxe : alors que les enseignants sont conscients de la baisse du niveau des élèves (88 % le jugent bas ou très bas), ils continuent majoritairement à s'identifier à leur rôle social. Ce résultat confirme les analyses de Darling-Hammond (2017), selon lesquelles l'engagement professionnel des enseignants peut subsister malgré des environnements institutionnels contraints, lorsque la dimension vocationnelle demeure forte.

La théorie bifactorielle de Herzberg (1968) distingue les facteurs d'hygiène (rémunération, sécurité, conditions de travail) des facteurs de motivation intrinsèques (accomplissement, reconnaissance, responsabilité).

Dans le cas étudié, la forte insatisfaction salariale correspond à un déficit de facteurs d'hygiène. Selon Herzberg, cette situation engendre insatisfaction mais ne supprime pas nécessairement la motivation intrinsèque. Les enseignants interrogés semblent précisément illustrer cette configuration : malgré un contexte économique défavorable, une majorité exprime une volonté de « rester enseignant » et d'assumer un rôle actif dans la résolution des défis éducatifs.

Les travaux de Day et Gu (2014) montrent que la résilience professionnelle des enseignants dépend de leur capacité à maintenir un sens moral et social à leur activité. En RDC, la fonction enseignante conserve une valeur symbolique importante, ce qui pourrait expliquer la coexistence entre précarité matérielle et fierté identitaire.

Toutefois, Bennell et Akyeampong (2007) soulignent que la persistance de conditions salariales dégradées finit par affecter la performance pédagogique et encourager des stratégies de survie (cours privés, absentéisme, diversification informelle des revenus). Cette dimension mérite d'être approfondie dans les recherches futures.

Les défis évoqués par les enseignants (corruption, inadéquation des programmes, prolifération des écoles, insuffisance des matériels didactiques) renvoient à des problématiques structurelles de gouvernance éducative. Selon North (1990), la performance d'un système dépend de la cohérence entre règles formelles et incitations effectives. Lorsque les institutions formelles (programmes, règlements, statuts) ne sont pas soutenues par des mécanismes crédibles de contrôle et de responsabilité, les acteurs développent des comportements adaptatifs.

Dans le contexte congolais, la prise en charge partielle des enseignants par les parents et la faiblesse de la régulation publique traduisent une hybridation institutionnelle caractéristique des États fragiles (Brinkerhoff & Bossert, 2014). Le système éducatif fonctionne alors dans une logique de compensation sociale plutôt que dans une logique de performance structurée.

Les analyses du Rapport mondial de suivi sur l'éducation (UNESCO, 2023) insistent sur le fait que la qualité éducative dépend fortement de la gouvernance, de la transparence budgétaire et de la professionnalisation des enseignants. Les résultats de l'étude confirment que les difficultés du système éducatif congolais dépassent le seul cadre pédagogique pour relever d'un problème institutionnel plus large.

La théorie de l'acteur stratégique (Crozier & Friedberg, 1977) offre un éclairage pertinent sur la posture adoptée par les enseignants interrogés. Plutôt que de se positionner dans une logique de rupture ou de contestation radicale, 94 % d'entre eux déclarent vouloir « expliquer le problème aux autorités et aux parents » et « conscientiser la population ».

Ce résultat suggère une stratégie d'influence graduelle plutôt qu'une confrontation directe. L'enseignant apparaît ainsi comme un médiateur social, cherchant à préserver sa marge d'autonomie tout en restant intégré au système institutionnel.

Cette posture peut être interprétée comme une forme d'agentivité professionnelle. Malgré la fragilité du système, les enseignants développent des stratégies de résilience et d'adaptation. Toutefois, l'absence de leviers structurels limite l'impact de ces initiatives individuelles.

L'articulation des différentes approches théoriques permet d'identifier une tension centrale d'un côté, l'enseignant est un acteur stratégique essentiel à la production du capital humain et au développement national et de l'autre, il évolue dans un système institutionnel caractérisé par des contraintes budgétaires, une gouvernance fragile et des incitations insuffisantes.

La crise du système éducatif congolais ne peut donc être réduite à une question de motivation individuelle ou de compétence pédagogique. Elle s'inscrit dans une dynamique structurelle où s'entremêlent facteurs économiques, institutionnels et socioculturels. Ainsi, toute politique de redressement devrait articuler :

- la revalorisation salariale et statutaire des enseignants ;
- la réforme de la gouvernance éducative ;
- l'adaptation des programmes aux réalités locales ;
- le renforcement de la formation continue.

En définitive, l'enseignant congolais apparaît simultanément comme victime des fragilités structurelles du système éducatif et comme acteur potentiel de sa transformation, révélant que la résolution durable des défis éducatifs en RDC exige une réforme institutionnelle globale articulant gouvernance, incitations et reconnaissance professionnelle.

CONCLUSION

La présente étude met en lumière une tension fondamentale au sein du système éducatif congolais : alors que les enseignants demeurent fortement attachés à leur mission sociale, ils évoluent dans un environnement institutionnel marqué par la précarité matérielle, la fragilité de la gouvernance et la dégradation progressive des conditions d'apprentissage. Les résultats révèlent que la majorité des enseignants conserve une identité professionnelle positive malgré une insatisfaction salariale massive et une perception alarmante du niveau des élèves. Cette dualité souligne que la crise éducative en République démocratique du Congo ne saurait être réduite à un déficit d'engagement individuel ; elle renvoie à des contraintes structurelles affectant l'ensemble du système.

Sur le plan analytique, l'étude confirme que la performance éducative dépend d'une articulation cohérente entre motivation professionnelle, qualité de la gouvernance et adéquation des politiques publiques. La faiblesse des incitations institutionnelles, l'insuffisance des ressources pédagogiques et l'inadéquation des programmes aux réalités socio-économiques locales limitent l'impact des efforts individuels des enseignants. Ainsi, toute réforme visant à améliorer la qualité de l'éducation devrait dépasser les mesures ponctuelles pour s'inscrire dans une stratégie globale de professionnalisation, de revalorisation statutaire et de consolidation des mécanismes de responsabilité et de transparence dans la gestion du secteur éducatif.

Enfin, au-delà du diagnostic, cette recherche invite à considérer l'enseignant congolais non seulement comme témoin des dysfonctionnements systémiques, mais aussi comme acteur stratégique du changement. Son engagement, sa résilience et sa volonté de participer au débat public constituent des ressources sociales majeures pour la reconstruction du système éducatif. Toutefois, sans une réforme institutionnelle profonde garantissant des conditions de travail décentes, une formation continue adaptée et une gouvernance éducative crédible, les efforts individuels risquent de demeurer insuffisants face à l'ampleur des défis. L'avenir de l'éducation en République démocratique du Congo dépendra ainsi de la capacité des pouvoirs publics à transformer cette énergie professionnelle en levier structurant de développement durable.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- BALONGA, M., *Les grands défis de l'éducation au Congo*, Brazzaville, MEPSA, 2005.
- BECKER, G., *Human Capital: A Theoretical and Empirical Analysis with Special Reference to Education*, Chicago, University of Chicago Press, 1993.
- BENNELL, P., & AKYEAMPONG, K., *Teacher Motivation in Sub-Saharan Africa and South Asia*, London, DFID, 2007.
- BRINKERHOFF, D., & BOSSERT, T., *Health Governance in Fragile and Conflict-Affected States*, Cambridge, Cambridge University Press, 2014.
- CROZIER, M., & FRIEDBERG, E., *L'acteur et le système*, Paris, Seuil, 1977.
- DARLING-HAMMOND, L., *Empowered Educators: How High-Performing Systems Shape Teaching Quality Around the World*, San Francisco, Jossey-Bass, 2017.
- DAY, C., & GU, Q., *Resilient Teachers, Resilient Schools: Building and Sustaining Quality in Testing Times*, London, Routledge, 2014.

- GILBERT, A., & YVON, J., *Le personnel enseignant face aux défis de l'enseignement en milieu minoritaire francophone*, Ottawa, CIRCEM, 2004.
- HANUSHEK, E., & WOESSMANN, L., *The Knowledge Capital of Nations: Education and the Economics of Growth*, Cambridge, MIT Press, 2015.
- HERZBERG, F., *Work and the Nature of Man*, Cleveland, World Publishing Company, 1968.
- KONDANI, K.F., *Les défis de l'éducation pour tous en République démocratique du Congo*, Kinshasa, EUA, 2010.
- LEWIN, K., *Education in Africa: Policy and Practice in the Twenty-First Century*, London, Routledge, 2011.
- MOKONZI, B.C., *L'école congolaise de demain : quelles chances et quels défis ?*, Kisangani, UNIKIS, 2005.
- NORTH, D., *Institutions, Institutional Change and Economic Performance*, Cambridge, Cambridge University Press, 1990.
- TIKLY, L., *Education for Sustainable Development in Africa*, London, Routledge, 2016.
- TSALA-TSALA, J.P., *La psychologie telle quelle : perspective africaine*, Yaoundé, UCAC, 2006.
- UNESCO, *Global Education Monitoring Report 2022*, Paris, UNESCO Publishing, 2022.
- UNESCO, *Global Education Monitoring Report 2023*, Paris, UNESCO Publishing, 2023.
- WORLD BANK, *World Development Report 2018: Learning to Realize Education's Promise*, Washington, World Bank, 2018.

Centre de recherche d'interface université-société

COMITÉ DE RÉDACTION ET ADMINISTRATION

- Directeur-Editeur : Sylvain Shomba Kinyamba, Professeur Ordinaire
- Rédacteur en Chef : Gaston Mwene Batende, Professeur Emérite
- Rédacteur en Chef adjoint : Patrick Develtere, Professeur Ordinaire
- Secrétaire de rédaction : Michel Kandolo Edungu, Chef de Travaux
- Relation avec les partenaires : Jean Pierre Mpiana, Professeur Ordinaire
- Archivage et logistique : Ingrid Mulamba Feza, Professeure Associée

CONSEIL SCIENTIFIQUE

Professeurs Baeke Viviane, Batamba Balembu Antoine ; Bongeli Yeikeo Ya Ato Emile ; Develtere Patrick ; Ekala Pierre ; Gretry Lucille ; Huib Huyse ; Inswan Bidum Pierre ; Kaminar Théo-Macaire ; Kapalayi Mutanga Roger-Vincent ; Labana Lasay'abar Jean Berck Mans ; Malemba N'sakila Gilbert ; Matabisi Nico ; Mbalanda Willy ; Mbela Hiza Login ; Mbuyi Musongela François ; Mokonda Bonza Floratin ; Mukoka Nsenda François ; Mulamba Feza Ingrid ; Muluma Munanga Albert ; Musa Alokpo Dieudonné ; Musao Kalombo Célestin ; Mutunda Mwembo Pierre ; Mpiana Tshitenge Jean Pierre ; Mwabila Malela Clément ; Mwene Batende Gaston ; Ndeke Zamba Casimir ; Ngoma Binda Elie ; Ngoy Bisongo Colby ; Nkuanzaka Inzanza Adélard ; Ongevela Van Jan, Osokonda Okenge Basile, Ponsar Paul, Reychler Luc ; Sekimonyo Wa Magango Côme ; Shomba Kinyamba Sylvain ; Wingenga Jeannot ; Yandju Marie-Claire ; Yere Afobe Innocent Zimango Gama Romain.

Immeuble CDS n°3, Trafic, Route de l'Ouest,
Campus de l'Unikin, Tél. : 0999903563 /
shombakin@yahoo.fr,
www.mesrids.org
Dépôt légal : MR 3.02103.57117
N° ISSNB : 2790-3095 (impr.)
N° ISSNB : 2790-3109 (ligne)

